



Conseil de sécurité

Soixante-troisième année

Provisoire

6047^e séance

Mercredi 17 décembre 2008, à 10 heures
New York

<i>Président :</i>	M. Jurica	(Croatie)
<i>Membres :</i>	Afrique du Sud	M. Laher
	Belgique	M. Grauls
	Burkina Faso	M. Tiendrébéogo
	Chine	M. Li Kexin
	Costa Rica	M. Weisleder
	États-Unis d'Amérique	M. Wolff
	Fédération de Russie	M. Rogachev
	France	M. Ripert
	Indonésie	M. Natalegawa
	Italie	M. Riccardo
	Jamahiriya arabe libyenne	M. Ettalhi
	Panama	M ^{me} Jâcome
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . .	M. Quarrey
	Viet Nam	M. Bui The Giang

Ordre du jour

La situation au Burundi

Rapport du Secrétaire général sur le Bureau intégré des Nations Unies
au Burundi (S/2008/745)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A.

08-65612 (F)

0865612

La séance est ouverte à 10 h 15.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Lettre datée du 2 décembre 2008, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2008/752)

Le Président (*parle en anglais*) : J'informe le Conseil que j'ai reçu du représentant du Liban une lettre dans laquelle il demande à être invité à participer à l'examen de la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Suivant la pratique habituelle, je propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ce représentant à prendre part au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Salam (Liban) prend place à la table du Conseil.

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter, en vertu de l'article 39 de son règlement intérieur provisoire, M. Daniel Bellemare, Chef de la Commission d'enquête internationale indépendante.

Il en est ainsi décidé.

J'invite M. Bellemare à prendre place à la table du Conseil.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

Les membres du Conseil sont saisis du document S/2008/752, qui contient une lettre datée du 2 décembre 2008 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général et transmettant le onzième rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante.

Les membres du Conseil sont également saisis du document S/2008/764, qui contient une lettre datée du 4 décembre 2008 adressée au Secrétaire général par le

Représentant permanent du Liban et transmettant une lettre du Premier Ministre du Liban.

À la présente séance, le Conseil de sécurité entendra un exposé de M. Daniel Bellemare, Chef de la Commission d'enquête internationale indépendante. Je donne maintenant la parole à M. Bellemare.

M. Bellemare (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de présenter aujourd'hui au Conseil le onzième rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante. Comme demandé, il décrit les progrès accomplis, depuis mon dernier rapport au Conseil de sécurité le 28 mars 2008, dans l'enquête sur l'assassinat de l'ancien Premier Ministre Rafic Hariri et sur d'autres attentats relevant du mandat de la Commission.

La confiance du public est essentielle à la crédibilité de toute investigation et de tout processus judiciaire. Le public, qu'il s'agisse du peuple libanais ou de la communauté internationale, doit adhérer au processus qui a été lancé pour découvrir la vérité, assurer la justice et, à terme, mettre fin à l'impunité. Le public doit être convaincu que la Commission agit de manière professionnelle, qu'elle se conforme aux plus hautes normes internationales et que le processus qu'elle suit est objectif, neutre et impartial. On peut comprendre que les sensibilités soient à fleur de peau; mais il n'y a pas de place pour l'émotion ou les sentiments dans un processus déterminé par les faits. Il doit poursuivre son cours en dépit des signes d'anxiété et d'impatience. Plus important encore, ce processus, bien qu'il puisse avoir des retombées politiques, doit être libre d'influences politiques. Paradoxalement, les éléments qui confèrent sa crédibilité au processus sont aussi ceux qui engendrent la frustration chez les observateurs.

Même si la création du Tribunal spécial pour le Liban peut avoir été, à l'origine, une décision politique, la réponse que l'on attend de lui sera une réponse juridique et non politique. Une fois établi, en effet, le Tribunal sera tenu d'agir de manière indépendante et conformément à un règlement en matière de procédure et de preuves fondé sur les principes reconnus du droit international. Sa politisation ne saurait être tolérée. À cet égard, au cours d'un récent entretien avec la chaîne de télévision Al-Arabiya, le Ministre libanais de la justice, M. Ibrahim Najjar, a rappelé aux téléspectateurs que le Tribunal ne pouvait et ne devait pas être utilisé comme un outil politique.

Il existe une certaine confusion au sujet du Tribunal et de ce qui va se produire à compter du 1^{er} mars. La plus grande part de cette confusion résulte, selon moi, de la terminologie. Pour beaucoup, qui dit « tribunal » dit « procès ». Il n'est donc pas étonnant qu'en apprenant l'annonce faite par le Secrétaire général que le Tribunal serait prêt à commencer ses travaux le 1^{er} mars 2009, le public ait immédiatement cru que des actes d'accusation allaient être déposés et qu'un procès s'ouvrirait peu après.

À ce stade, il pourrait être utile de clarifier le processus. La meilleure façon d'essayer de dissiper cette confusion est probablement d'expliquer mon futur rôle de Procureur.

En tant que Procureur du Tribunal, on m'a confié deux responsabilités distinctes : premièrement, la responsabilité de conduire les enquêtes et, deuxièmement, la responsabilité d'engager des poursuites. Dès lors, ceux qui ont établi le Tribunal en 2007 ont prévu qu'il y aurait deux phases successives dans la procédure devant le Tribunal, à savoir une enquête et, ensuite, des poursuites. Bien évidemment, la deuxième phase ne peut pas commencer avant que la première ne soit achevée. C'est pourquoi, lorsque je deviendrai Procureur, il ne serait pas étonnant que l'on continue à me voir exercer mes fonctions de conduite des enquêtes. C'est la nature même du processus. L'enquête se poursuit.

La justice expéditive n'est pas au menu. Et je voudrais être clair : il n'y aura pas de mise en accusation de complaisance. Il a toujours été prévu que le Procureur poursuive son enquête après la création du Tribunal, et c'est sur cette toile de fond qu'il faut interpréter la décision du Secrétaire général d'annoncer l'entrée en fonctions du Tribunal. Le fait est qu'il a estimé, au regard de toutes les circonstances, que le moment était venu que l'enquête entre dans sa phase internationale et que le Procureur prenne le relais des autorités libanaises dans l'enquête menée sur l'affaire Hariri. Le Premier Ministre libanais a confirmé que le Liban – pour qui et à la demande de qui le Tribunal a été créé – était satisfait de cette date de commencement.

Des progrès ont été réalisés depuis la présentation de mon dernier rapport. Je voudrais résumer ce que je peux en dire publiquement.

En ce qui concerne l'enquête sur l'affaire Hariri, j'ai indiqué précédemment que nous avons réuni des éléments de preuve établissant que plusieurs personnes constituées en réseau avaient perpétré de concert

l'assassinat. Depuis, la Commission a découvert de nouvelles informations qui pourraient nous permettre de rattacher d'autres personnes à ce réseau. Des progrès ont également été accomplis en vue de déterminer l'origine géographique de l'auteur de l'attentat-suicide dans l'affaire Hariri, et un énorme travail a été fait en rapport avec notre inventaire des pièces à conviction.

En ce qui concerne les autres attentats, deux grands progrès sont à signaler. Premièrement, la Commission a mis à jour d'autres éléments qui corroborent les liens déjà établis entre l'affaire Hariri et certains des autres attentats. Le deuxième fait nouveau est que la Commission a découvert des éléments qui lui permettent de rattacher encore un autre attentat à l'affaire Hariri.

Je sais que beaucoup voudraient avoir davantage de détails, connaître la nature exacte des progrès accomplis, savoir ce que la Commission a découvert jusqu'à présent et les pistes qu'elle explore à l'heure actuelle. J'ai dit tout ce que je pouvais dire, de manière responsable. Il faut rappeler que des vies sont en danger. Je ne défendrai pas ma position dans les médias ou en public, je sais que ce n'est pas ce que l'on attend de moi. Lorsque je serai prêt, je soumettrai le dossier à un juge qui décidera si je dispose de suffisamment d'éléments de preuve pour procéder à des inculpations.

Malheureusement, je ne peux pas prédire quand l'enquête sera achevée. Si je peux diriger le rythme de l'enquête, je ne peux pas dicter ses progrès. J'aimerais vraiment, mais je ne peux pas prédire quand tous les divers éléments de preuve requis pour étayer une inculpation seront découverts ni prédire quand les personnes qui disposent d'autres informations utiles à l'enquête, ou qui savent ce qui s'est passé, viendront nous trouver. Tout en acceptant cette incertitude, nous devons continuer à afficher notre détermination résolue. Nous devons tenir le cap dans toutes les affaires relevant du mandat de la Commission.

Comme le Conseil le sait, à la fin du mois dernier, le Secrétaire général a annoncé que le Tribunal spécial pour le Liban serait prêt à commencer à fonctionner le 1^{er} mars 2009. Le mandat de la Commission arrive à expiration au 31 décembre de cette année, mais j'ai demandé une prorogation de deux mois pour que la Commission puisse poursuivre ses travaux jusqu'au jour où le Tribunal deviendra opérationnel.

Une telle prorogation servirait deux objectifs. Premièrement, cela permettrait de maintenir la dynamique de l'enquête. Plutôt que d'avoir un creux de deux mois entre la fin des activités de la Commission et l'entrée en fonction du Tribunal, l'enquête pourrait se poursuivre de manière aussi fluide que possible pendant la transition d'une institution à l'autre.

Deuxièmement, cette prorogation fournirait aussi un délai pendant lequel la Commission pourrait transférer petit à petit ses opérations de Beyrouth à La Haye, à plusieurs milliers de kilomètres de distance. Ceci ne peut pas se faire du jour au lendemain. Un tel déménagement doit être planifié et bien orchestré. Alors que l'enquête se poursuit, il faut procéder au transfert des membres du personnel et au recrutement de nouvelles personnes, à l'ameublement des bureaux, et faire le nécessaire pour que les systèmes soient opérationnels.

La transition est un processus d'ensemble qui exige un degré élevé de coordination entre le Greffier et son personnel et qui doit être appuyé par une logistique complexe et élaborée. Il n'est donc pas étonnant qu'il faille une période de transition pour veiller à ce que tout se passe bien.

C'est pourquoi je demande que le mandat de la Commission soit prorogé de deux mois, jusqu'au 28 février 2009. Pendant cette période, la Commission continuera à travailler à Beyrouth tandis que son personnel et ses biens seront progressivement transférés à La Haye. À la date fixée par le Secrétaire général, le personnel, moi compris, sera totalement installé et opérationnel.

Je ne peux pas terminer cet exposé sans faire référence à la situation des personnes détenues dans le cadre de l'affaire Hariri. C'est une question qui en intéresse plus d'un, à juste titre. Je peux assurer le Conseil que j'attache également beaucoup d'importance à cette question.

Comme je l'ai indiqué dans mon rapport, la Commission a continué à partager avec les autorités libanaises toutes les informations dont elles ont besoin pour leur permettre de prendre une décision à leur sujet. En outre, leur mise en détention a été débattue avec les autorités judiciaires libanaises, à qui j'ai fait part de mes vues.

Une fois de plus, je ne peux que réitérer, comme l'a affirmé avec force le Ministre libanais de la justice lors d'un récent entretien télévisé, que la Commission

fournit des informations aux autorités judiciaires libanaises, mais que le pouvoir des autorités judiciaires est absolu sur ces questions. Si elles sont transférées à La Haye, les personnes détenues seront alors en position de chercher de nouveaux recours devant le Tribunal. Dans l'intervalle, comme l'a dit le Ministre Najjar, personne ne donne d'ordres à la magistrature libanaise.

Maintenant que j'ai fait le point sur les progrès de l'enquête et le calendrier d'éventuelles mises en examen, une question demeure, une question que tout le monde a à l'esprit. Les charges sont-elles ou seront-elles jamais étayées? Autrement dit : cette affaire peut-elle être résolue?

Il n'y a rien de tel qu'un crime parfait, et le processus dans lequel je suis impliqué le confirme. Cette enquête est probablement l'une des plus difficiles des derniers temps. Personne ne peut donner de garanties, et nous ne devrions pas en attendre. Trop de variables entrent en ligne de compte.

Aussi, cette affaire peut-elle être résolue? Si personne n'a jamais dit que cela serait facile, ma réponse à cette question est sans équivoque : oui, cette affaire peut être résolue. Comme nous le savons tous, le processus d'investigation est long et parfois fastidieux. En conséquence, les pays donateurs sont en droit de poser la question de savoir si cela vaut la peine de continuer. Là encore, ma réponse est sans équivoque : absolument!

L'enquête au Tribunal doit assurément être poursuivie dans toutes les affaires relevant du mandat actuel de la Commission afin que je puisse, en tant que Procureur, déterminer lesquelles ont un rapport avec l'affaire Hariri, selon les modalités prescrites par le Statut du Tribunal.

Bien que des progrès aient été accomplis, d'autres sont encore nécessaires. Malgré ses bonnes intentions et sa détermination, la Commission ne peut pas y parvenir toute seule. Elle a besoin d'aide, d'informations, de ressources et de compétences. Je voudrais donc à nouveau redire que les États Membres qui peuvent nous aider doivent partager la responsabilité de l'enquête. Ils ont l'obligation d'aider cette enquête.

Mon équipe et moi-même sommes très attachés à ce processus. Rechercher la vérité est un processus qui vaut la peine d'être mené. Le jour où je penserai qu'il n'est plus possible de progresser, je le dirai. Toutefois,

en attendant, ce que j'ai déclaré à mon équipe le jour de ma prise de fonctions demeure valide : je n'ai pas interrompu ma retraite pour être associé à un échec.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Bellemare de son exposé.

Je donne maintenant la parole au représentant du Liban.

M. Salam (Liban) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours. Je tiens aussi à féliciter la délégation costaricienne de la compétence avec laquelle elle a présidé le Conseil le mois dernier. Je remercie M. Bellemare de son rapport au Conseil sur les progrès des travaux de la Commission d'enquête internationale indépendante et de son exposé détaillé de ce matin. Je saisis cette occasion pour lui exprimer ainsi qu'à son équipe ma reconnaissance personnelle ainsi que celle de mon gouvernement pour les efforts qu'ils déploient.

D'aucuns considéreront que le format des séances au cours desquelles le Conseil entend les exposés du Chef de la Commission est devenue une affaire de routine. Toutefois la présente séance revêt une importance particulière pour le Liban, puisqu'elle coïncide avec la célébration internationale du soixantième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, à l'élaboration de laquelle le Liban a eu l'honneur de participer. Parmi les droits énoncés dans cette Déclaration figure le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité des personnes, droit fondamental que les terroristes ont essayé lâchement de remettre en cause en assassinant plusieurs dirigeants de mon pays ainsi que des civils innocents en ourdissant un complot sinistre et criminel qui a pris la forme d'une série d'explosions. La présente séance coïncide également avec le troisième anniversaire de l'assassinat de Gebran Tueni, député du Parlement libanais, et le premier anniversaire de l'assassinat du général François al-Hajj. Elle intervient également deux mois seulement avant le quatrième anniversaire de l'assassinat du Premier Ministre Rafic Hariri et d'un certain nombre de ses collègues.

C'est à la suite de cette tragédie que, pour la première fois, nous nous sommes tournés vers le Conseil pour qu'il appuie notre recherche de la vérité et nos efforts pour mettre fin à l'impunité des auteurs de ce crime. Depuis, notre seul but a été de trouver la

vérité et de faire en sorte que justice soit rendue, car nous estimons que c'est là le meilleur moyen en même temps que le plus efficace d'empêcher les terroristes de commettre d'autres crimes.

Le Gouvernement d'unité nationale libanais, formé après l'adoption de l'Accord de Doha et la tenue des élections présidentielles, a souligné dans son allocution au Parlement son attachement au tribunal international créé en vertu de la résolution 1757 (2007) du Conseil de sécurité pour juger l'assassinat criminel de notre Premier Ministre martyr, Rafic Hariri, et de plusieurs de ses collègues, ainsi que d'autres tentatives d'assassinat, et sa volonté que justice soit rendue plutôt que de chercher à se venger ou à politiser les choses. Cet attachement a été réaffirmé par le Président Michel Sleiman dans son allocution à l'Assemblée générale le 23 septembre dernier. La séance d'aujourd'hui fait également suite à la déclaration du Secrétaire général du 30 novembre, dans laquelle il a affirmé que le Tribunal spécial pour le Liban était tout à fait prêt à entrer en fonction le 1^{er} mars 2009. Toutes ces raisons font que la présente séance est un événement important non seulement pour les familles des martyrs et des victimes, mais aussi pour l'ensemble des citoyens libanais, qui ont le droit de vivre dans la dignité et dans la sécurité à l'abri des terroristes et du terrorisme.

En ce qui concerne le contenu du onzième rapport de la Commission présenté par M. Bellemare, ma délégation ne peut que se féliciter des progrès accomplis par l'enquête et des nouveaux renseignements reçus par la Commission qui vont lui permettre de déterminer l'identité de nouvelles personnes liées au réseau terroriste ayant perpétré l'assassinat de l'ancien Premier Ministre Rafic Hariri. Nous nous félicitons que l'on ait découvert que ce crime est lié à d'autres faisant également l'objet d'une enquête de la Commission. En outre, nous saluons les efforts déployés par la Commission pour fonder ses travaux sur des preuves concrètes, conformément aux plus hautes normes du droit international.

Nous espérons que le Conseil de sécurité répondra favorablement à la demande de proroger le mandat de la Commission du 31 décembre 2008 au 28 février 2009, afin d'assurer une transition sans heurt entre l'enquête et le début des travaux du Tribunal spécial, moment où le Chef de la Commission, M. Bellemare, prendra ses fonctions de Procureur. Nous attendons avec intérêt l'entrée en fonction du Tribunal spécial une fois la phase transitoire menée à bien. Nous remercions le Secrétaire général Ban Ki-

moon de ses efforts continus pour faire avancer la cause de la justice pour le Liban et les Libanais. Nous réaffirmons que la coopération entre la Commission, les autorités libanaises pour ce qui est de l'enquête ainsi que des questions logistiques touchant à la sécurité de la Commission et à celle de son personnel se poursuivra.

Enfin, nous voudrions remercier tous les États Membres qui ont appuyé les travaux de la Commission. Chaque fois que la Commission progresse sur la voie de la vérité, nous nous rapprochons du moment où le

Tribunal pourra entamer ses travaux et où la justice sera rendue, donnant ainsi corps à ce vieil adage romain selon lequel la vérité est mère de la justice.

Le Président (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur ma liste. Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, j'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations officielles.

La séance est levée à 10 h 40.